L'Abeille de la Nouvelle-Orléans,

BUREAUX, No. 19 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS,

DIMANCHE MATIN 3 JUIN.

La Presse parisienne et la crise ministérielle.

Nous n'avons reçu encore que les journaux du 17 mai, et les commentaires de la presse que nous donnons ci-dessous sont antérieurs à la formation du nouveau ministère.

Voici d'abord quelques symptômes précurseurs des événements du 16 mai. On lit dans le *Parti* du quinze daté:

On a remarqué, hier, chez un certain nombre de membres de l'extrême droite du Sénat, une irritation fort vive contre ceux de leurs collègues de la majorité à l'intervention de l'influence décisive qu'on attribuait l'échec du projet d'interpellation à adresser au gouvernement sur la politique du cabinet en matière religieuse. Cette irritation s'est même traduite par certaines scènes dont la galerie des Tombeaux et les couloirs du Sénat ont été le théâtre.

Nous avons entendu, pour notre part, M. de Franclieu se répandre en plaintes amères contre les bonapartistes, et un autre sénateur catholique adresser ce reproche à l'un des ministres du 16 mai: "Vous avez mis quatre ans, monsieur, pour nous conduire à une constitution républicaine; nous verrons combien de temps vous mettrez maintenant à nous mener aux abîmes."

Pendant ce temps, les membres de la gauche du Sénat ne dissimulaient pas leur désappointement que l'interpellation n'ait pas lieu.....

Cette similitude de conduite des deux partis extrêmes pourra sans doute se passer de commentaire.

Le *France nouvelle*, feuille légitimiste, publiait ce qui suit la veille de la lettre du maréchal:

Un certain nombre de notabilités politiques, peut-être plus au courant que le vulgaire des projets de l'Elysée, s'occupent déjà de préparer leur réélection.

Elles considèrent ce qui se passe aujourd'hui comme le prologue de la dissolution, non qu'elles croient le ministère actuel chargé de demander cette mesure, mais voient leurs prévisions:

Ce ministère va s'user comme le président avec les gauches. Il fera ainsi, en vant le pays, la démonstration que le gouvernement de la république par les républicains est impossible. Cette démonstration faite, le pays ouvert, un cabinet de droite en tirera la conséquence naturelle.

Les prétendants de beaucoup de députés sont, dès aujourd'hui, tournées vers cette éventualité.

Il est curieux que cette note ait paru la veille de la décision du maréchal.

Voici, maintenant, quelques extraits des journaux du 17:

Le *Temps*, après avoir relaté les faits, se borne à dire:

D'après certains bruits, le plan du maréchal serait dès à présent arrêté et un ministère tout prêt en vue de la dissolution. D'après nos propres renseignements, rien ne saurait encore autoriser ce qui concerne la dissolution. Le ministère actuel, auquel le maréchal désirerait donner le caractère d'un ministère centre droit libéral supporté par la Chambre et soutenu par le Sénat. Nous n'avons pas besoin d'indiquer les difficultés d'un pareil programme.

Dans ces graves conjonctures, nous ne saurions mieux recommander à nos amis dans les Chambres et en dehors des Chambres de conserver à tout prix ce qui constitue, en politique, le premier des avantages et le plus grande des forces: le sang-froid.

Gazette de France:

M. le maréchal voulait de M. Jules Simon et ne voulait pas de M. Gambetta.

Celui ci, en plaçant ostensiblement le vice-président du conseil sous sa dépendance par l'acceptation de l'ordre du jour du 4 mai, avait ruiné du coup la situation de M. Jules Simon.

Tout le monde l'avait compris, le maréchal en faisant remarquer que M. Jules Simon et M. Martel avaient abdiqué effectivement le pouvoir depuis quelques jours, par leur attitude d'effacement absolu devant les députés, ne pouvait que demander à ces ministres sans autorité et sans indépendance leur démission.

Le dernier paragraphe de la lettre du maréchal est tout un programme politique.

C'est la première fois que le président de la République invoque *sa responsabilité envers la France*, qu'il en fixe la nature et en précise les obligations.

Une nouvelle phase commence.

Note identique dans le *Monde*:

"La France accueillera avec une joie profonde et patriotique le grave document que l'on vient de lire. Cette honnête et forte parole met fin aux misérables faiblesses et aux coupables intrigues qui menaçaient de perdre le pays sans l'avoir deshonoré; elle ira droit au cœur de tous les bons Français."

Paris Journal (droite).

On s'attendait certainement à la chûte prochaine du ministère Jules Simon. Ce qu'on n'avait pas prévu, c'était une chûte aussi immédiate et dans cette forme.

Les circonstances extérieures, dont la gravité s'accroît chaque jour, doivent avoir ému le patriotisme du maréchal président de la République au point de le déterminer à une résolution que personne, à ce point de vue, ne saurait critiquer.

Dans un moment où l'Europe entière doit se croire à la veille des plus graves événements, le maréchal a jugé bon de relever—l'heure étant périlleuse—un fonctionnaire qui n'était pas ferme à son poste.

Les radicaux vont jeter feu et flamme en M. Jules Simon va redevenir pour vingt-quatre heures leur homme. Le ridicule y à la provocation. Ils oublieront que c'est eux, eux seuls, qui ont renversé le ministère, qui ont mis les pieds et poings dans leurs journaux comme à l'assemblée. Nous espérons que le bon sens public fera justice de leurs lames de complaisance pour le malheureux M. Jules Simon, qu'eux-mêmes, eux seuls, ont précipité dans le puits où il s'est noyé. La lettre du maréchal est un appel à la vérité, aux situations nettes, une explosion de franchise venant d'un homme qui hait l'intrigue et qui sent autour de lui tresser des mailles du cordir des complots d'ambition personnelle dont le pays serait victime.

La chambre, depuis son retour, a mal mérité des gens de bien; elle a agi comme si elle ne savait rien, n'entendait rien, ne voyait rien de ce qui se passe et se prépare en Europe. Au lieu d'éviter les luttes intestines, elle s'y est vêtée à corps perdu. La majorité républicaine ne s'est occupée que d'anéantir le ministère, qu'il lui convenait cependant de laisser en place. Elle a réduit le chef du conseil à n'être plus que son homme de paille. Le maréchal n'a pu assister impassible à cette tactique. Il a, dans la limite de son droit strict, il est vrai, mais il a enfin, quoiqu'à la fin du temps, fait usage de son pouvoir. Le maréchal est un appel à la vérité, aux situations nettes, une explosion de franchise venant d'un homme qui hait l'intrigue et qui sent autour de lui tresser des mailles du cordir des complots d'ambition personnelle dont le pays serait victime.

Le maréchal, dans son retour, a mal mérité des gens de bien; elle a agi comme si elle ne savait rien, n'entendait rien, ne voyait rien de ce qui se passe et se prépare en Europe. Au lieu d'éviter les luttes intestines, elle s'y est vêtée à corps perdu. La majorité républicaine ne s'est occupée que d'anéantir le ministère, qu'il lui convenait cependant de laisser en place. Elle a réduit le chef du conseil à n'être plus que son homme de paille. Le maréchal n'a pu assister impassible à cette tactique. Il a, dans la limite de son droit strict, il est vrai, mais il a enfin, quoiqu'à la fin du temps, fait usage de son pouvoir. Le maréchal est un appel à la vérité, aux situations nettes, une explosion de franchise venant d'un homme qui hait l'intrigue et qui sent autour de lui tresser des mailles du cordir des complots d'ambition personnelle dont le pays serait victime.

Tout le monde l'avait compris, le maréchal en faisant remarquer que M. Jules Simon et M. Martel avaient abdiqué effectivement le pouvoir depuis quelques jours, par leur attitude d'effacement absolu devant les députés, ne pouvait que demander à ces ministres sans autorité et sans indépendance leur démission.

Le dernier paragraphe de la lettre du maréchal est tout un programme politique.

C'est la première fois que le président de la République invoque *sa responsabilité envers la France*, qu'il en fixe la nature et en précise les obligations.

Une nouvelle phase commence.

Note identique dans le *Monde*:

"La France accueillera avec une joie profonde et patriotique le grave document que l'on vient de lire. Cette honnête et forte parole met fin aux misérables faiblesses et aux coupables intrigues qui menaçaient de perdre le pays sans l'avoir deshonoré; elle ira droit au cœur de tous les bons Français."

Paris Journal (droite).

On s'attendait certainement à la chûte prochaine du ministère Jules Simon. Ce qu'on n'avait pas prévu, c'était une chûte aussi immédiate et dans cette forme.

Les circonstances extérieures, dont la gravité s'accroît chaque jour, doivent avoir ému le patriotisme du maréchal président de la République au point de le déterminer à une résolution que personne, à ce point de vue, ne saurait critiquer.

Dans un moment où l'Europe entière doit se croire à la veille des plus graves événements, le maréchal a jugé bon de relever—l'heure étant périlleuse—un fonctionnaire qui n'était pas ferme à son poste.

Les radicaux vont jeter feu et flamme en M. Jules Simon va redevenir pour vingt-quatre heures leur homme. Le ridicule y à la provocation. Ils oublieront que c'est eux, eux seuls, qui ont renversé le ministère, qui ont mis les pieds et poings, dans leurs journaux comme à l'assemblée. Nous espérons que le bon sens public fera justice de leurs lames de complaisance pour le malheureux M. Jules Simon, qu'eux-mêmes, eux seuls, ont précipité dans le puits où il s'est noyé. La lettre du maréchal est un appel à la vérité, aux situations nettes, une explosion de franchise venant d'un homme qui hait l'intrigue et qui sent autour de lui tresser des mailles du cordir des complots d'ambition personnelle dont le pays serait victime.

La chambre, depuis